

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Poutine-a-l-ONU-Un-discours-de-combat>

Poutine à l'ONU : Un discours de combat ?

- Empire et Résistance - BRICS - Russie -

Date de mise en ligne : mercredi 30 septembre 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le discours prononcé lundi 28 septembre à l'Assemblée Générale de l'ONU par le Président Vladimir Poutine a été au centre des débats [1]. Ce discours a même éclipsé celui du Président Obama, et a été suivi, le fait est suffisamment rare pour être signalé, par une tempête d'applaudissement venant des délégations de ce que l'on appelait encore, il y a trente ans, le « Tiers-Monde ».

Ce discours a été significatif même si, dans son contenu, peu de choses nouvelles ont été dites. De ce point de vue, il n'a pas la dimension programmatique du discours de Munich en février 2007. Il faut ajouter que le cadre de l'ONU ne s'y prêtait guère. Dans un discours minuté, il faut aller à l'essentiel et l'on ne peut développer tous les aspects de sa pensée, en particulier en ce qui concerne le droit international [2]. Ce discours n'a pas la même densité que celui que Vladimir Poutine a prononcé lors de la conférence du Club Valdaï en octobre 2014 [3]. Dans ce discours Poutine avait posé la question de l'hégémonie. Il n'était plus question d'une organisation multipolaire du monde, bien que cela reste un objectif de long terme pour la Russie mais de ce qu'il appelait alors le « leadership économique ». Or, cette question n'est autre en réalité que la question de l'hégémonie. Cette question pose immédiatement le problème de guerre et de paix. La dramatisation des enjeux correspondait à la nouvelle période qui s'est ouverte avec l'intervention des puissances occidentales en Libye.

Mais, ce discours est important parce qu'il confirme ce que l'on savait depuis des années mais qui devient aujourd'hui évident : les puissances que l'on qualifie « d'occidentales », même si ce terme est très imparfait et fait implicitement référence à la « guerre froide », n'ont plus la maîtrise des affaires internationales. La réception qui lui a été faite à l'Assemblée Générale des Nations Unies le prouve. Nous sommes bien entrés dans le monde issu de la chute du Mur de Berlin et de la fin de l'URSS, ce XXI^{ème} siècle issu de l'avortement de la tentative des Etats-Unis à asseoir leur hégémonie [4]. Mais ce monde n'est pas celui de l'hyperpuissance américaine. Il est devenu un monde multipolaire, et il le doit en particulier à l'action constante de la Russie, et de son Président, depuis le début des années 2000. L'alliance Russo-Chinoise n'est que l'une des manifestations de ce nouvel état du monde.

De ce point de vue, le discours de Vladimir Poutine est un discours de combat.

Poutine où le compromis fondateur

Ce discours commence par un rappel des raisons de la constitution et des principes d'organisation qui régissent les Nations-Unies. Il rappelle ainsi les conditions qui ont présidées à la constitution de l'ONU, c'est à dire la « Grande Alliance » de la lutte contre le nazisme : « *Le 70^e anniversaire de l'ONU est l'occasion d'évoquer le passé et de réfléchir à l'avenir. En 1945, les pays ont uni leurs efforts pour penser à l'après-guerre, et c'est dans notre pays, à Yalta, que se sont réunis les chefs de la coalition antihittérienne* » [5]. Mais il ajoute immédiatement un point particulièrement important. Les pays membres de l'ONU peuvent ne pas tomber d'accord sur tous les sujets. Des divergences, traduisant des intérêts nationaux différents, peuvent les opposer. C'est pour cela que « *le droit de veto a toujours été appliqué par tous les membres du Conseil de Sécurité. C'est normal. Au moment de la création de l'ONU, on ne comptait pas sur l'unanimité mais sur la recherche de compromis* ». En mettant en avant la nécessaire recherche de compromis, Vladimir Poutine ne fait qu'étendre à la politique internationale un principe que nous avons hérité de Guizot [6]. Les compromis sont les fondements des institutions, et le processus d'institutionnalisation du monde n'est autre que le processus d'extension de la civilisation.

Or, la tentation existe, surtout en politique internationale, d'adopter des postures de rupture, postures qui très souvent ne font que masquer l'expression d'intérêts. Il le dit à partir de son expérience de russe : « *Personne ne doit*

adopter un seul modèle de développement reconnu par un seul. Nous devons nous rappeler le passé, l'expérience de l'URSS ». Mais, il en profite pour rappeler l'importance fondamentale des Etats. Nous vivons toujours dans un monde que l'on peut qualifier de « westphalien », en référence au traité de 1648. De ce point de vue, ce discours contient une critique radicale de la position américaine, telle qu'elle s'était exprimée en 2003 lors de l'invasion de l'Irak : « Nous savons tous qu'à la fin de la Guerre froide, il n'y a plus eu qu'un centre de domination. Ceux qui se trouvaient au sommet ont pensé qu'il ne fallait plus tenir compte de l'ONU, que l'organisation ne mettait que des bâtons dans les roues. Des rumeurs ont surgi : l'organisation était devenue obsolète et avait rempli sa mission originale. Mais si l'ONU disparaît, cela peut conduire à l'effondrement de l'architecture mondiale et du droit international. C'est la raison du plus fort et l'égoïsme qui vont primer. Il y aura moins de libertés, plus d'Etats indépendants mais des protectorats gérés de l'extérieur. L'Etat, c'est la liberté de chacun ».

Ce dernier point est essentiel.

La crise Syrienne

La question des « protectorats », Vladimir Poutine va la développer à propos que la crise syrienne. Il commence, bien entendu, par rappeler les conséquences dramatiques de l'intervention américaine effectuée en dehors de tout cadre juridique international : « ...l'intervention extérieure a conduit à la destruction de leurs structures étatiques, les droits de l'homme n'y sont plus respectés ». Il ajoute, à destination des responsables des Etats-Unis : « Je demande aux responsables de cette situation. Mais ces gens-là n'ont jamais renoncé à leurs politiques. Nous voyons des zones d'anarchie apparaître avec l'EI, on y trouve d'anciens combattants d'Irak, de Libye, un pays détruit, nous voyons aussi les membres de ce qu'on appelle l'opposition modérée recevoir une formation et puis passer dans le camp de l'EI ». Cette critique, à peine voilée, de la politique des Etats-Unis lui permet, ensuite d'avancer les positions de la Russie sur cette crise. La Russie veut une coalition qui soit capable d'affronter le danger terroriste que représente l'organisation dite « Etat Islamique » sur l'ensemble des terrains sur laquelle cette organisation se construit et se développe. La Russie veut aussi que cette coalition incluse les forces qui se battent sur le terrain contre le soi-disant « Etat Islamique », c'est à dire le régime de Bachar el Assad et les miliciens kurdes. Cela est dit explicitement dans un autre morceau du discours prononcé par Vladimir Poutine : « ...c'est un erreur de refuser de soutenir les autorités syriennes qui se battent : seuls Assad et les Kurdes se battent réellement contre le terrorisme ». Le point ici n'est pas tant le soutien aux forces du régime syrien. Ce soutien était en fait attendu, et l'on sait que c'est ce qui divise la communauté internationale. Le point véritablement important est la mention des forces kurdes, car ceci vaut condamnation pour la politique menée par Erdogan en Turquie qui, sous couvert de lutte contre les militants de « l'Etat Islamique » à ouvert à nouveau le conflit avec les organisations kurdes. Cette mention des forces kurdes, même si elles ne sont pas identifiées avec précision et si l'on reste dans une ambiguïté toute diplomatique à leur sujet, est ici importante. Elle vaut soutien de la Russie au mouvement national kurde, qui est aujourd'hui écartelé entre les différents Etats sur le territoire desquels les kurdes vivent. Et l'on peut comprendre que ceci est une menace implicite tant à la Turquie d'Erdogan qu'un avertissement au gouvernement irakien de ne pas revenir sur la très large autonomie, une quasi-indépendance de fait, dont jouissent les kurdes en Irak.

Vladimir Poutine est très clair sur les principes à adopter : « Respecter ce qui se fait dans le cadre de l'ONU et rejeter le reste. Nous devons aider la Libye, l'Irak et les autorités légitimes en Syrie. Nous devons créer une sécurité indivisible ». Or, c'est bien là une grande part de la question. Tant que les pays comme les Etats-Unis ou des pays européens auront l'illusion qu'ils peuvent ne pas s'appliquer les règles qu'ils veulent faire appliquer aux autres, aucune sécurité internationale n'est possible. A cet égard, Vladimir Poutine a incontestablement raison : soit il y aura un cadre permettant une sécurité globale soit nous connaissons une multiplications de conflits locaux, avec toutes les conséquences que ces derniers impliquent. La sécurité ne se divise pas.

L'hypocrisie occidentale

Ceci permet à Vladimir Poutine de revenir à l'un de ses thèmes de prédilection, l'hypocrisie occidentale. Ici encore, et sans nommer des pays, au nom des coutumes diplomatiques, il est réalité des plus clairs : « ...on nous accuse d'avoir des ambitions démesurées. Comme si ceux qui nous en accusent n'avaient pas d'ambitions du tout. Nous ne pouvons plus tolérer la situation actuelle, et ce n'est pas une question d'ambitions : nous nous basons sur les valeurs, le droit international. Nous devons unir nos efforts pour former une coalition large, comme celle contre Hitler, pour lutter contre ceux qui sèment le mal ».

L'accusation est claire, et elle a été comprise comme telle que ce soit à Washington ou que ce soit à Paris. En avançant couvert du masque de la morale, les Etats-Unis et la France laissent à penser qu'ils servent d'autres maîtres que les Droits de l'Homme. Car, le gouvernement russe ne cache pas, que ce soit dans des textes publics ou dans des rencontres privées, le peu de sympathie que lui inspire le gouvernement de Damas. Mais, la politique est l'art du possible, et tout conflit impose de « choisir son camp ». On ne luttera pas contre le soi-disant « Etat islamique » sans une coalition incluant les forces de Bachar-el-Assad.

De ce point de vue, l'histoire de l'hypocrisie occidentale sur la guerre civile syrienne reste à écrire. Qu'il s'agisse de l'opération de propagande concernant les attaques au gaz d'août 2013 dont on sait aujourd'hui qu'elles ne sont très probablement pas le fait des forces de Damas mais bien des insurgés eux-mêmes [7] (et même si des opérations impliquant l'usage des gaz de combat ont pu être menée par les forces de Damas), ou qu'il s'agisse de la question des « réfugiés » où l'on est bien prêt à condamner un pays (la Hongrie pour ne pas la nommer) alors que l'on érige les même barbelés que ce soit à Calais ou à Ceuta et Méllilla.

Document 1

Texte du *Global Security Working Group* [8] sur les attaques au gaz attribuées à l'armée syrienne.

A - possible-implications-of-bad-intelligence

Cette hypocrisie est particulièrement visible sur la Syrie, mais elle existe aussi sur l'Ukraine. Au lieu de considérer le problème comme global, les pays de l'Union européenne ont préféré mettre la totalité du blâme sur la Russie. Ainsi, lors des tragiques événements qui sont survenus en Ukraine à la fin du mois de février 2014, et dont on sait désormais qu'ils ont été largement le produit d'une provocation de la part de l'opposition [9], si l'on admet que la norme constitutionnelle avait disparu et que le Parlement était légitime dans son renversement du Président Yanoukovitch, il faut aussi admettre que le Parlement de la République autonome de Crimée était tout aussi légitime dans sa décision de se séparer de l'Ukraine et de rejoindre la Russie. Soit la règle générale s'applique à tous soit elle ne s'applique à aucun. La seule chose sur laquelle il peut y avoir un accord est le fait qu'il ne peut y avoir d'application partielle de la règle générale. Cela implique qu'il fallait admettre que la question de la Constitution se posait, et que l'on ne pouvait faire « comme si » la règle générale s'imposait alors que l'on venait de la violer. Ce ne sont pas, seulement, des subtilités juridiques. Pour ne pas les avoir comprises, pour avoir cru que l'on pouvait faire un coup d'Etat sans remettre en cause la Constitution, les dirigeants de Kiev ont provoqué et la sécession de la Crimée [10] et la guerre civile. Cela, Vladimir Poutine le constate : « ...c'est toujours la manière de penser en bloc du temps de la Guerre froide qui domine actuellement en suivant la ligne de l'élargissement de l'OTAN, qui continue de se développer. Tôt ou tard, cette logique devait mener à une crise géopolitique, comme avec l'Ukraine où une guerre civile a eu lieu ». Mais, l'hypocrisie occidentale a encore de beaux jours devant elle, que ce soit quant à l'Ukraine ou quant à la Syrie, si on en juge par l'attitude du Président français, François Hollande.

Vladimir Poutine a donc prononcé un discours important. Ce discours contient aussi d'autres point, comme des

engagements précis, quoique probablement trop limités, sur la COP-21. Il prend position comme l'une des personnes qui, en politique internationale, incarne une forme de raison. On peut en juger dans ce passage où il dit : « *Mais les sanctions unilatérales sont devenues la norme et servent à supprimer des concurrents. Des unions se créent sans consulter les habitants des différents pays* ». Au-delà de l'allusion, très claire, au mécanisme des sanctions voulu par les Etats-Unis et mis en place par l'Union européenne, comment ne pas percevoir une critique de la zone Euro et de l'UE dans cette référence à des unions imposées contre la volonté des peuples ?

Il ne reste plus qu'à espérer que les discours théologiques des uns et des autres cèdent du terrain et que la voix de la raison soit enfin entendue.

Jacques Sapir pour [RussEurope](#)

[RussEurope](#). Paris, 29 septembre 2015

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[1] [Discours de Vladimir Poutine devant l'Assemblée générale des Nations Unies](#)

[2] Voir la déclaration du président Russe lors de la conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich le 10 février 2007 et dont le texte a été traduit dans La Lettre Sentinel, n°43, mars 2007.

[3] Sapir J., « [Un discours programme](#) » note publiée sur le carnet RussEurope le 29 octobre 2014

[4] Sapir J., « Le Nouveau XXI^e Siècle », le Seuil, Paris, 2008

[5] Les citations en italiques renvoient à la traduction en français du texte de ce discours, <http://www.lecourrierderussie.com/2015/09/direct-discours-vladimir-poutine-nations-unies/>

[6] Guizot F., Histoire de la civilisation en Europe, réédition du texte de 1828 avec une présentation de P. Rosanvallon, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1985.

[7] Lloyd R. et Postol T., « Possible Implications of Faulty US Technical Intelligence in the Damascus Nerve Agent Attack of August 21, 2013 » Cambridge, MIT, Global Security Working Group, janvier 2014.

[8] Le Science, Technology and Global Security Working Group est un groupe d'experts constitué au MIT possédant des liens scientifiques étroits avec des scientifiques de Russie, de Chine, d'Allemagne, d'Israël et du Pakistan (ainsi que des liens avec des individus travaillant sur les questions de sécurité nationale en Grande-Bretagne, France et Norvège) et travaillant sur les aspects techniques du désarmement dans le monde d'après la Guerre Froide. Les travaux peuvent être consultés sur : <http://web.mit.edu/stgs/Research.html>

[9] Comme montré par Ivan Katchanovski, dans « [The sniper massacre on the Maidan in Ukraine](#) »

[10] Vogt J., « [Western Narrative of Crimea a Pack of Lies Born of Failed Policy and Historical Ignorance](#) » in Russian Insider, 12 juin 2015